

CASTOR INTERNATIONAL

Le Plan d'Épargne d'Actionariat International du groupe VINCI

Offre 2021

SUPPLÉMENT LOCAL POUR LUXEMBOURG

Il vous a été proposé d'investir en actions VINCI dans le cadre de CASTOR INTERNATIONAL, le Plan d'Épargne d'Actionariat International du groupe VINCI. Ce document contient les termes et conditions spécifiques à votre pays et ainsi constitue un amendement aux documents du Plan (le règlement du Plan d'Épargne d'Actionariat International et les règlements des FCPE), la brochure d'information et le bulletin de souscription. Il contient également un résumé des conséquences fiscales de votre investissement. Votre attention est attirée sur le fait que ni VINCI ni votre employeur ne donnent des conseils personnels, financiers ou fiscaux relatifs à cette offre ni vous en donneront dans le futur.

Merci de lire attentivement les informations ci-après avant de prendre votre décision d'investir :

Information au titre de droit boursier

Les actions VINCI offertes dans le cadre du Plan d'épargne d'actionariat ne peuvent vous être offertes au Luxembourg que si vous êtes un salarié de VINCI ou d'une de ses filiales luxembourgeoises. Les actions VINCI ne peuvent pas être offertes ou vendues au public au Luxembourg, de manière directe ou indirecte, et les documents ou autres matériels liés à ce Plan d'épargne d'actionariat qui vous ont été remis dans le cadre de ce Plan d'épargne d'actionariat ne doivent ni être circulés, ni être publiés, ni mise en circulation sous quelque forme que ce soit au Luxembourg.

Cette offre est réalisée sur la base de l'exemption de publication du prospectus prévue à l'Article 1(4)(i) du Règlement Prospectus (UE) 2017/1129.

Cas de déblocage anticipé

Votre placement est indisponible (ou « bloqué ») pendant une période de trois ans, sauf la survenance de l'un des cas suivants où vous pouvez demander le rachat anticipé des parts du FCPE :

- (i) votre invalidité ;
- (ii) votre décès ;
- (iii) la cessation de votre contrat de travail ;
- (iv) votre employeur perd la qualité de membre du groupe VINCI (Société Adhérente) suite à une baisse du niveau de détention ou contrôle de VINCI.

Ces cas de déblocage anticipé sont définis par le Plan d'Épargne d'Actionariat International du groupe VINCI faisant référence au droit français et doivent être interprétés et appliqués conformément au droit français. Pour savoir si un cas de déblocage anticipé s'applique à vous, contactez votre département de ressources humaines pour décrire votre situation. Vous ne pourrez débloquent vos avoirs qu'après confirmation que le cas de déblocage anticipé s'applique et sur présentation des justificatifs requis.

En cas de déblocage anticipé des parts de FCPE, vous ne serez plus éligible à recevoir les Actions Gratuites. Par ailleurs, dans certains cas prévus dans le Plan d'Épargne d'Actionariat International et résumés dans la Brochure, et indépendamment de la demande de déblocage, vous pourrez être éligible au versement d'une compensation en espèces en lieu et place de la livraison des Actions Gratuites.

La procédure de souscription

Vous pouvez participer à cette offre en soumettant votre bulletin sur papier. Dans ce cas, votre bulletin doit être remis à votre service des ressources humaines ou paie accompagné du paiement du montant de votre souscription.

Vous pouvez également soumettre votre ordre sur le site castorvinci.com en vous connectant avec le login et le mot de passe que vous avez reçu séparément. Pour que votre demande soit traitée, vous devez transmettre à votre service des ressources humaines ou paie le paiement du montant de votre souscription dans les délais requis.

Veillez noter que si vous déposez un bulletin sur papier ainsi qu'un ordre électronique, l'ordre au format électronique prévaut, quelle que soit sa date, et votre ordre sur papier avec son paiement ne seront pas pris en compte.

Informations fiscales

Le résumé qui suit expose les principes généraux en vigueur qui sont susceptibles de s'appliquer aux salariés qui sont résidents du Luxembourg pour les besoins des lois fiscales de Luxembourg et de la convention conclue entre la France et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions datées du 20 mars 2018, dans sa version actuelle (le "Traité"). Les conséquences fiscales indiquées ci-dessous sont décrites conformément au Traité, à la législation fiscale au Luxembourg et à certaines lois et pratiques fiscales françaises, tels qu'en vigueur à la date de ce document. Ces lois et pratiques ainsi que le Traité peuvent changer dans le temps. Les salariés doivent également prendre en compte leur situation personnelle.

Les salariés devraient consulter leurs conseillers fiscaux pour connaître précisément les conséquences fiscales de la souscription des actions VINCI. Ce résumé est fourni à titre d'information et ne doit pas être considéré comme exhaustif ou déterminant.

I. Impôt dû au titre de la souscription des actions par l'intermédiaire du FCPE :

Les actions souscrites avec votre versement personnel seront détenues par l'intermédiaire du Fonds commun de placement d'entreprise CASTOR INTERNATIONAL, un fonds collectif d'actionariat pour les salariés de droit français (le « FCPE »). Vous détiendrez dès lors des parts du FCPE. La souscription des actions sera faite par l'intermédiaire du FCPE CASTOR INTERNATIONAL RELAIS 2021 lequel sera fusionné dans le FCPE.

A. Imposition en France

Vous ne devriez pas être soumis à impôt ou aux charges sociales en France au titre de la souscription et rachat de vos parts du FCPE. Dès lors que votre investissement est détenu par l'intermédiaire du FCPE, vous ne devriez pas être soumis à l'impôt ou aux cotisations de sécurité sociale en France sur les dividendes versés par VINCI et réinvestis par le FCPE.

B. Imposition au Luxembourg

(a) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être dus lors de la souscription et/ou cotisations de sécurité sociale qui pourraient être dus lors de la souscription

Aucune décote n'est offerte par rapport à la valeur de marché des actions VINCI lorsque vous souscrirez à l'offre CASTOR INTERNATIONAL 2021. Par conséquent, vous ne serez soumis à aucun impôt ou cotisation sociale lors de la souscription.

(b) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être dus sur les dividendes bien qu'ils soient réinvestis par le FCPE

Le FCPE est réputé être fiscalement transparent et les dividendes versés par VINCI au FCPE en relation avec les actions que vous détenez à travers le FCPE seront réputés vous être payés directement. Le fait que les dividendes ne vous soient pas effectivement payés mais en réalité réinvestis par le FCPE en actions VINCI supplémentaires n'affecte pas cette analyse fiscale et les dividendes devraient être inclus dans votre déclaration fiscale de l'année pendant laquelle ces dividendes auront été obtenus par le FCPE.

Les dividendes ne seront pas considérés comme un salaire, mais seront soumis aux principes et aux taux d'imposition fiscaux ordinaires. Les taux varient entre 0 % et 42 %, qui est le taux maximal applicable aux revenus excédant 200 004 EUR pour les célibataires, et 400 008 EUR pour un couple imposé collectivement. Ce taux est augmenté par une contribution au fonds pour l'emploi de 7 % de l'impôt dû (augmenté à 9 % pour les salariés ayant un revenu excédant 150 000 EUR / 300 000 EUR pour un couple imposé collectivement). Toutefois, une exonération de 50 % sur vos dividendes reçus sous les actions VINCI est en principe disponible. En outre, un abattement de 1 500 EUR par an (3 000 EUR par an pour un couple imposé collectivement) est disponible sur les revenus d'investissement.

Aucune contribution sociale n'est due sur des paiements de dividendes, à l'exception de l'assurance dépendance à hauteur de 1,4 %, laquelle est à charge des contribuables passibles de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Vous serez seul responsable de payer l'assurance dépendance ou tout impôt dû sur les dividendes comme votre employeur n'a pas d'obligation quelconque de retenue à la source sur des dividendes.

(c) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être applicables lorsque le FCPE rachète vos parts

À la fin de la Période de Blocage, vous aurez le choix entre :

- (i) Demander le rachat de vos parts FCPE

Aucune imposition ne devrait a priori être due sur toute augmentation de valeur des actions VINCI (reflétée par les parts du FCPE) entre la valeur de marché à la date d'obtention et le prix de rachat de vos parts du FCPE. En effet, sous le droit fiscal luxembourgeois, les plus-values réalisées sur des capitaux mobiliers (p.ex., sur le rachat de parts d'un FCPE) sont en principe exonérées d'impôt, sous condition que ces plus-values ne résultent pas de la cession d'une participation importante au sens de la loi sur l'impôt sur le revenu et qu'elles ne soient pas considérées comme revenu spéculatif. Des plus-values réalisées sur des capitaux mobiliers sont considérées comme revenu spéculatif si de tels capitaux mobiliers ont été vendus avant leur acquisition ou endéans les six mois de leur acquisition.

Grâce à la Période de Blocage, aucune imposition ne devrait être due sur le rachat des parts du FCPE.

Dans un cas d'imposition (c'est-à-dire rachat de vos parts FCPE avant leur acquisition ou endéans les six mois de leur acquisition), les taux ordinaires seraient applicables (veuillez vous référer au paragraphe I.B.(b)) bien qu'aucune cotisation sociale ne serait due sur une telle plus-value réalisée (à l'exception de l'assurance dépendance de 1,4 %) puisque des plus-values réalisées sur le rachat de parts d'un FCPE ne sont pas considérées comme un salaire. A noter que de telles plus-values ne sont toutefois pas imposables lorsque le bénéfice total réalisé pendant l'année civile est inférieur à 500 EUR.

Si applicable, la plus-value devra être déclarée lors du dépôt de votre déclaration de l'impôt sur le revenu. L'impôt sur le revenu ainsi que l'assurance dépendance devront être payés conformément au bulletin d'imposition. Vous serez seul responsable de payer l'assurance dépendance ou tout impôt dû sur les plus-values réalisées comme votre employeur n'a pas d'obligation quelconque de retenue à la source sur les plus-values.

- (ii) Garder vos parts FCPE

Aucune imposition ne devrait être due si vous décidez de ne pas vous faire racheter immédiatement vos parts du FCPE après la Période de Blocage.

Aucune imposition ne devrait être due lors d'un rachat ultérieur puisque vos parts du FCPE sont rachetées après une période de six mois suivant la souscription.

II. Impôts/Cotisations dus sur les Actions Gratuites attribuées par VINCI :

En complément de votre souscription, VINCI vous attribuera un droit de recevoir des actions VINCI gratuitement (« Actions Gratuites »), sous réserve du respect de certaines conditions fixées dans le Plan d'Épargne d'Actionnariat international et résumées dans la Brochure d'information. Si toutes les conditions sont remplies, ces actions seront livrées dans le FCPE après l'expiration de la période d'acquisition en 2024. Toutefois, vous aurez également la possibilité d'opter pour la détention directe de ces actions sur un compte à votre nom. Dans certains cas, vous pourriez être éligible au versement d'une compensation en espèces par votre employeur au lieu de la livraison d'Actions Gratuites. Ces cas sont prévus dans le Plan d'Épargne d'Actionnariat international et résumés dans la Brochure d'information.

A. Imposition en France

Vous ne devriez pas être soumis à l'impôt ou aux charges sociales en France du fait de l'attribution, livraison ou cession des Actions Gratuites. La fiscalité applicable aux dividendes dépendra de votre décision de garder les Actions Gratuites dans le FCPE ou de les détenir en direct. En particulier, si vous décidez de détenir vos Actions Gratuites en direct, les dividendes qui seront, le cas échéant, payés, seront soumis à une retenue à la source en France au taux de 12,80 % ⁽¹⁾.

B. Imposition au Luxembourg

(a) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être dus au moment de l'attribution par VINCI du droit de recevoir les Actions Gratuites

Aucun impôt et aucune cotisation sociale ne seront dus au moment de l'attribution par VINCI du simple droit de recevoir les Actions Gratuites.

(b) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être dus au moment de la livraison des actions

Le bénéfice réalisé par vous à travers les Actions Gratuites devrait être considéré comme un avantage en nature imposable comme revenu d'une activité salariale à la date de remise des Actions Gratuites. Une fois les Actions Gratuites délivrées, leur valeur de marché devrait être soumise aux charges fiscales et sociales aux taux ordinaires (veuillez vous référer au paragraphe I.B.(b) pour les taux d'imposition). Les cotisations sociales vous incombant en tant que salarié d'une des filiales luxembourgeoises de VINCI s'élèvent schématiquement à 11,05 % plus une assurance dépendance de 1,4 %. Le revenu mensuel minimal sur lequel des cotisations sociales sont dues est actuellement de 2201,93 EUR, ce qui correspond au salaire social minimal actuel. Le salaire mensuel maximal sur lequel des cotisations sociales sont dues est plafonné actuellement à 11 009,65 EUR (ce qui correspond à cinq fois le salaire social minimal actuel), de ce fait il n'y a pas de cotisations sociales additionnelles applicables sur la portion du salaire mensuel excédant 11 009,65 EUR.

Bien que vous soyez responsable de l'impôt et des cotisations sociales sur le revenu dû sur l'avantage en nature qui découle des Actions Gratuites, votre employeur a une obligation de retenue à la source. En effet, comme cet avantage en nature est considéré comme revenu résultant d'une occupation salariale, votre employeur effectuera une retenue à la source de l'impôt et les cotisations sociales correspondant sur votre salaire. Les retenues à la source des impôts sur le revenu et des cotisations sociales découlant d'une occupation salariale doivent en principe être effectuées de manière mensuelle sur votre salaire.

Il conviendra de vérifier les règles d'impositions applicables au moment de la livraison des Actions Gratuites.

(c) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être dus sur les dividendes distribués, le cas échéant, après la livraison des Actions Gratuites

Les dividendes qui vous seront distribués sous les Actions Gratuites seront soumis aux principes et aux taux d'imposition fiscaux ordinaires concernant les dividendes (veuillez vous référer au paragraphe I.B.(b) ci-dessus).

Il conviendra de vérifier les règles d'impositions applicables après la livraison des Actions Gratuites.

(d) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être applicables au moment du rachat de vos parts

Veuillez vous référer au paragraphe I.B.(c)(i) ci-dessus, le rachat des Actions Gratuites étant traité de la même manière. Il conviendra de vérifier les règles d'impositions applicables après la livraison des Actions Gratuites.

(e) Impôts et/ou cotisations sociales qui pourraient être applicables sur la compensation en espèces versée, le cas échéant, par votre employeur au lieu de la livraison d'Actions Gratuites

Si, au lieu de recevoir une livraison d'Actions Gratuites vous êtes éligible au paiement par l'employeur d'une compensation en espèces, le montant de cet avantage sera soumis au Luxembourg à l'impôt sur le revenu aux taux d'imposition reflétés au paragraphe I.B.(b) ci-dessus.

Vous serez également soumis à des charges sociales au Luxembourg sur le même montant qui sera retenu par votre employeur aux taux reflétés au paragraphe II.B.(b) ci-dessus.

Il conviendra de vérifier les règles d'impositions applicables au moment du paiement en espèces.

III. Vos obligations déclaratives au regard des actions détenues dans le FCPE et des Actions Gratuites

Vous n'êtes soumis à aucune obligation déclarative concernant la souscription/détention des parts du FCPE et des Actions Gratuites. Une obligation déclarative existe dans le cas de distribution de dividendes et d'un rachat lorsqu'un tel rachat est sujet à impôt. Comme indiqué ci-dessus, votre employeur a une obligation de retenue à la source concernant tout revenu considéré comme revenu résultant d'une occupation salariale, incluant tout avantage en nature (p.ex., les Actions Gratuites). Les retenues à la source de l'impôt sur le revenu découlant d'une occupation salariale doivent en principe être effectuées de manière mensuelle sur votre salaire.

Dans le cas où la rémunération n'est pas payée directement par votre employeur ou consiste partiellement ou entièrement en un avantage en nature et que la rémunération en espèces n'est pas suffisante pour effectuer la retenue à la source, vous, en tant que responsable final de l'impôt sur le revenu résultant d'une occupation salariale, serez requis de payer à votre employeur la somme restante due. Dans le cas où vous refuseriez d'effectuer un tel paiement, votre employeur aura le droit de réduire l'avantage en nature de manière correspondante.

Concernant tout dividende ou toute plus-value taxable, nous vous prions de bien vouloir noter que l'impôt est calculé annuellement sur base de votre déclaration de l'impôt sur le revenu, sauf dérogations à l'imposition par voie d'assiette (p.ex., si les revenus de salaires ou de pensions ne dépassent pas 100 000 EUR et que les revenus non soumis à la retenue à la source au Luxembourg ne dépassent pas 600 EUR par an). Si une déclaration de l'impôt sur le revenu doit être déposée, le dépôt doit intervenir avant la fin du mois de mars de l'année qui suit l'année concernée.

NOTICE D'INFORMATION

Cette notice d'information (la **Notice d'Information**) vous informe, en votre qualité de souscripteur (ci-après « **vous** ») à l'offre Castor International 2021 (ci-après le « **Plan d'Actions** ») du traitement de vos données personnelles (c.à.d. les données permettant de vous identifier directement ou indirectement, ci-après les « **Données Personnelles** ») ainsi que vos droits conformément à la Législation sur la Protection des Données.

La **Législation sur la Protection des Données** signifie le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (le **RGPD**) ainsi que toutes autres lois, règlements et recommandations sectorielles applicables contenant des règles relatives à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, tel que ces lois et recommandations peuvent être complétées, modifiées, remplacées ou abrogées.

1. RESPONSABLE(S) DU TRAITEMENT

Vos Données Personnelles fournies ou collectées dans le cadre du Plan d'Actions seront traitées (c.à.d. utilisées, stockées, transmises etc.) conformément à la Notice d'Information et par le(s) responsable(s) du traitement suivant(s) :

- SOCIETE LUXEMBOURGEOISE CHANZY PARDOUX SARL, CITY ELECTRIC, ETF LUXEMBOURG SA et AXIANS LU, dont les sièges sociaux respectifs sont 2 rue de l'Industrie L-4823 Luxembourg, 71 rue de Merl L-2146 Luxembourg, 2 rue Eucosider BP 16 L-4701 Pétange et 26-28 rue Edward Steinchen 2540 Luxembourg et immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous les numéros B73871, B38938, B51824 et B231750 (ci-après « VINCI Luxembourg ») ; et
- VINCI SA, dont le siège social est au 1 cours Ferdinand de Lesseps, 92500 Rueil-Malmaison, France, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de France sous le numéro 552 037 806 (ci-après « VINCI France »).

Si vous avez des questions ou commentaires ou souhaitez exercer vos droits, vous pouvez contacter le département des ressources humaines ou le délégué à la protection des données de VINCI France à l'adresse suivante : contact.dpo@vinci.com, qui agit comme point de contact principal. Ceci ne vous prive pas de contacter directement VINCI Luxembourg si vous le souhaitez.

2. CATEGORIES DE DONNEES PERSONNELLES TRAITEES

Dans le cadre de la souscription au Plan d'Actions par bulletin écrit ou par ordre électronique, nous pouvons traiter les catégories de Données Personnelles suivantes :

- données d'identification (nom, prénom, adresse, pays et ville de résidence, identifiants etc.) ;
- le montant de votre participation au Plan d'Actions ;
- toute information financière relative aux paiements à effectuer dans le cadre de votre souscription au Plan d'Actions ;
- données relatives à votre contrat de travail, notamment des informations relatives à votre ancienneté et votre rémunération.

3. FINALITES ET LICÉITÉ DU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Nous traitons vos Données Personnelles pour les finalités et bases légales ci-après exposées :

3.1 Traitement nécessaire à des mesures précontractuelles et à l'exécution du contrat de souscriptions au Plan d'Actions

VINCI France traite vos Données Personnelles afin d'exécuter le contrat de souscription au Plan d'Actions, auquel vous avez souscrit ainsi qu'à la gestion des avoirs dans le cadre du PEG Actionnariat International VINCI.

3.2 Traitement nécessaire à la réalisation de notre intérêt légitime

VINCI France et VINCI Luxembourg peuvent également traiter vos Données Personnelles pour poursuivre leurs intérêts légitimes, ou ceux d'un tiers, notamment pour :

- gérer votre éligibilité et votre souscription au Plan d'Actions (p.ex. vérifier votre ancienneté, vous informer des événements touchant au Plan d'Actions, vérifier le montant de votre contribution etc.) ;
- pour l'établissement, l'exercice et la défense de nos droits ; et
- en cas de réorganisation de l'activité, de transfert, fusion ou acquisition d'un des responsables de traitement ou une autre société du groupe VINCI impliquée dans votre souscription au Plan d'Actions.

3.3 Pour le respect des obligations légales et réglementaires

Chacun des responsables, agissant comme responsables indépendants, peut traiter vos Données Personnelles afin de respecter ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière fiscale et sociale, ainsi que ses obligations comptables.

4. DIVULGATION DES DONNEES PERSONNELLES À DES TIERS

Dans le cadre des finalités listées ci-dessus, nous pouvons divulguer vos Données Personnelles aux catégories de destinataires suivantes :

- d'autres entités du groupe VINCI ;
- aux Fonds commun de placement d'entreprise (FCPE Castor International Relais 2021 et FCPE Castor International) ;
- toute partie fournissant des services dans le cadre de la gestion ou de l'exécution du Plan d'Actions et qui impliquent le traitement de Données Personnelles, tels que des services informatiques, comptables, de conseil ou d'audit ;
- les tiers impliqués dans le cadre d'une fusion, vente ou acquisition de VINCI Luxembourg ou une autre société du groupe VINCI impliquée dans votre souscription au Plan d'Actions ;
- toute administration ou juridiction compétente, autorité réglementaire ou d'autres parties tel que requis par la loi.

5. CONSERVATION DE VOS DONNEES PERSONNELLES

Nous conservons vos Données Personnelles le temps nécessaire à la mise en œuvre du Plan d'Actions, et ceci, au moins jusqu'à la cession de la totalité des actions que vous détenez.

Au-delà, nous pouvons conserver vos Données Personnelles pour faire valoir ou défendre nos droits, ceci pendant le délai de prescription applicable (qui est généralement de 10 ans) et tout délai supplémentaire requis par une action judiciaire.

6. TRANSFERTS EN DEHORS DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN

Vos Données Personnelles ne seront pas transférées en dehors de l'Espace Economique Européen.

7. L'OBLIGATION DE FOURNIR LES DONNES PERSONNELLES

Les Données Personnelles nécessaires pour la souscription au Plan d'Actions sont obligatoires (p.ex. données d'identification, montant de votre participation, etc.).

Sans la fourniture de ces Données Personnelles, nous ne serons pas en mesure de faire suite à votre demande de souscription au Plan d'Actions.

8. DECISIONS AUTOMATIQUES ET DE PROFILAGE

De manière générale, nous n'utilisons pas la prise de décision automatisée ou le profilage individuel dans le cadre de nos relations avec vous.

9. VOS DROITS

9.1 Droit de rectification, accès et destruction

Vous pouvez demander à obtenir sans frais, dans des délais raisonnables, et en temps opportun, la communication de vos Données Personnelles traitées, ainsi que toutes les informations sur l'origine de ces dernières.

Vous avez également le droit de rectifier vos Données Personnelles que nous détenons sur vous, et qui sont inexactes.

Dans le cas où (i) l'exactitude des Données Personnelles est contestée, (ii) le traitement est illégal, ou (iii) si vous vous êtes opposé au traitement de vos Données Personnelles, vous êtes en droit de demander la restriction du traitement de ces Données Personnelles. Cela signifie que les Données Personnelles, à l'exception du stockage, ne seront traitées qu'avec ou pour l'établissement, l'exercice ou la défense de droits, pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale ou pour des raisons d'intérêt public touchant à l'Union Européenne ou à un autre Etat membre de l'Union Européenne. Dans le cas où un traitement est restreint, vous serez informé avant toute levée de la restriction du traitement.

Vous pouvez demander la suppression des Données Personnelles vous concernant, ce dans les meilleurs délais, lorsque l'utilisation ou le traitement de ces données personnelles n'est plus nécessaire aux fins décrites ci-dessus ou lorsque le traitement n'est pas ou plus légal pour d'autres raisons.

9.2 Droit de s'opposer au traitement des données

Vous pouvez vous opposer au traitement de vos Données Personnelles qui est justifié par notre intérêt légitime ou celui d'un tiers. Dans un tel cas, nous ne traiterons plus vos Données Personnelles à moins que nous ayons des motifs légitimes et impérieux pour ce traitement qui outrepassent vos intérêts, vos droits et vos libertés ou pour l'établissement, l'exercice ou la défense de droits.

Votre droit d'objecter n'est lié à aucune formalité.

9.3 Droit de récupérer Vos données

Lorsque le traitement de vos Données Personnelles est fondé sur le consentement ou l'exécution d'un contrat avec vous, vous avez également le droit de récupérer les Données Personnelles et les informations que vous nous avez fournies – cela signifie que vous pouvez obtenir une copie de vos Données Personnelles dans un format lisible, afin que vous puissiez l'utiliser et le transmettre à un autre responsable de traitement.

9.4 Droit de déposer une réclamation

Dans le cas où vous souhaiteriez déposer une plainte relative à la façon dont nous traitons vos Données Personnelles, vous pouvez nous contacter aux adresses indiquées sous la rubrique « Responsable de traitement ».

Nous nous efforcerons de traiter votre demande dans les meilleurs délais, ce sans préjudice de votre droit de déposer une plainte auprès de l'autorité de protection des données luxembourgeoise (la Commission nationale pour la protection des données) ou française (la Commission nationale de l'informatique et des libertés) ou d'une autre autorité européenne de protection des données (par exemple dans votre pays de résidence) dans le cas où vous auriez des doutes sur le traitement de vos Données Personnelles.

10. MODIFICATION DE LA NOTICE D'INFORMATION

Nous nous réservons le droit de modifier cette Notice d'Information de temps en temps pour s'assurer que vous êtes pleinement informé de toutes les activités de traitement, et de notre conformité à la Législation sur la Protection des Données. Vous serez informé des modifications apportées à cette Notice d'Information par tous moyens appropriés.

(1) Taux porté à 75 % en cas de versement sur un compte détenu dans un Etat ou Territoire Non Coopératif « ETNC ». Au 8 janvier 2020 la liste des ETNC comprend Anguilla, Bahamas, Fidji, Guam, Iles Vierges américaines, Iles Vierges britanniques, Oman, Panama, Samoa américaines, Samoa, Seychelles, Trinité-et-Tobago et Vanuatu.